

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18480 - 72ÈME ANNÉE

À l'appel du Groupe de Dialogue Inter-religieux
de La Réunion

Belle marche pour la fraternité réunionnaise et internationale



Le rassemblement devant la cathédrale ; en face des responsables du GDIR comme Idriss Issop-Banian, Amode Housen, le Swami Advayadanda, Mgr Gilbert Aubry etc..., la foule solidaire, main dans la main, les bras levés.

Ce dimanche 31 juillet en fin de matinée, une magnifique "Marche Blanche silencieuse" s'est déroulée à Saint-Denis entre la Grande Mosquée et la Cathédrale, «suite au meurtre du Père Jacques Hamel dans l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray» en France mardi dernier. Environ 2.000 personnes, venues de tout le pays et de toutes croyances religieuses — ou non croyantes —, ont répondu à l'appel du Groupe de Dialogue Inter-religieux de La Réunion (GDIR) pour exprimer leur solidarité avec les proches de cette victime et leur refus de la barbarie dans le monde.

Outre les divers responsables religieux ou élus présents à ce rendez-vous, on a pu noter aussi la présence de plusieurs responsables d'associations de la société civile venus apporter leur soutien à cette action, comme par exemple le Conseil Économique, Social et Environnemental de La Réunion, la Ligue des Droits de l'Homme, le Cercle Philosophique Réunionnais, l'Espace pour Promouvoir l'Interculturel, l'Académie de La Réunion etc... Plusieurs représentants du Parti Communiste Réunionnais étaient également sur place, notamment le co-secrétaire général Ary Yée-Chong-Tchi-Kan.

La cérémonie a commencé par une allocution d'Idriss Issop-Banian, président du GDIR, qui a remercié chaleureusement les participants à cet événement pour «dire non à la barbarie, à l'intolérance, ni à la résignation, ni à la haine». Il a également fait référence aux appels du Pape François lors des Journées Mondiales de la Jeunesse ces jours-ci en Pologne «contre un monde en guerre» et «pour la fraternité au fond de notre cœur».

«Le bien commun de toutes les nations»

Après leur arrivée sur la grande place de la cathédrale, les marcheuses et marcheurs ont proclamé ensemble une «Prière Réunionnaise pour la Paix», en solidarité avec «toutes les victimes des conflits et des guerres dans le monde». Cette prière a aussi exprimé le vœu que «les Chefs d'État, les diplomates et les militaires», «en étant au service de leurs peuples, assurent en même temps le bien commun de toutes les nations; nous demandons cela pour La Réunion et pour le monde entier».

Ce beau rassemblement pour la fraternité réunionnaise et internationale s'est terminé par une minute de silence et une poignée émouvante de mains serrées et levées par toute la foule. Et après les remerciements fraternels de Monseigneur Gilbert Aubry, de longs applaudissements ont clôturé cette forte mobilisation. Le combat continue...

Correspondant



Édito

Egalité réelle : Arête décide pou nous sans nous !

Après demain, le Conseil des Ministres doit examiner le texte du projet de loi « égalité réelle ». Une première mouture a été adressée au CESE et au CESER pour consultation. Les 2 institutions représentatives de la société civile, en France et à La Réunion ont réclamé un grand débat sur l'avenir des populations en outre-mer, pays par pays. Le Président de la République et ses ministres en tiendront-ils compte, mercredi ? Ce sera un test démocratique. Autrement, cela voudrait dire que les consultations ne sont que des formalités et les avis ne servent à rien. A ce sujet, le groupe outre-mer, membre du CESE, a fait une intervention très remarquée, le 12 juillet. Une telle unanimité traduit une grande inquiétude devant l'avenir et témoigne de la volonté de rechercher des solutions concertées et responsables.

Prenons le cas des APE (Accords de Partenariats Economiques) qui sont en discussion entre l'Union Européenne et les pays de notre voisinage. Dans la déclaration finale adoptée par les Chefs d'Etat de la COI, nos voisins se félicitent des travaux en cours et confient à l'Institution Régionale le soin d'accélérer la signature définitive. Or, La Réunion ne participe pas aux négociations mais elle subira les conséquences des Accords signés. Pourtant, il y a 2 ans, un poste d'observateur a bien été dévolu à la France et, en plus, la présidence actuelle de la COI est assurée par la France. En clair, c'est la feuille de

route qui lui a été confiée. Comme elle l'a acceptée, cela voudrait dire que la France joue double-jeu dans le dos des Réunionnais. Pire, elle ne répond pas quand elle est interpellée.

C'est pourquoi le PCR, en tant que parti politique responsable devant les Réunionnais, a tenu à faire connaître sa position sur ce sujet (tout comme sur d'autres priorités). Le PCR réclame un moratoire sur les décisions qui seront prises, sans la présence des forces vives de La Réunion. Nos lecteurs comprennent bien nos exigences : Arête décide pou nous sans nous ! Espérons qu'une lueur de sagesse l'emportera.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Attentats en France

Pas de drapeau français pour Mayotte aux Jeux des jeunes de l'océan Indien

À la différence des Jeux des îles organisés l'an dernier à La Réunion, ceux de la jeunesse qui ont débuté samedi à Madagascar ne voient pas les représentants de Mayotte défilier derrière le drapeau de la France. Les organisateurs malgaches ont en effet décidé d'appliquer le règlement décidé à l'unanimité des autorités sportives. Cette décision n'a entraîné aucune réaction du gouvernement français, responsable de la politisation des Jeux des îles à La Réunion et de la catastrophe qui a suivi.

En août 2015, La Réunion a accueilli les Jeux des îles de l'océan Indien. Notre région est le théâtre de nombreux contentieux. En effet, à part La Réunion, toutes les autres îles sous administrations françaises sont revendiquées par nos voisins. L'un des différends porte sur Mayotte, restée sous administration française. L'île faisait partie du Territoire d'outre-mer des Comores. Lors du référendum d'autodétermination en 1974, la majorité des électeurs avait voté pour l'indépendance mais le gouvernement français n'avait pas tenu compte du résultat du scrutin qu'il avait pourtant organisé. Il a décidé de détacher Mayotte de son pays. Selon l'ONU, tous les votes organisés depuis cette date par la France à Mayotte sont nuls et non avenue, y compris celui qui a donné à Mayotte le statut de département français. Pour éviter que les Mahorais soient privés de délégation aux Jeux des îles, un compromis a été trouvé par les fédérations sportives. Il se base sur ce qui prévaut lors des Jeux Olympiques. Les athlètes d'un terri-

toire contesté défilent derrière le drapeau des Jeux. C'est ce règlement qui a été accepté à l'unanimité par les représentants du monde sportif.

Mais l'an dernier, le gouvernement français a profité de la tenue des Jeux des îles à La Réunion pour politiser cet événement sportif. À la cérémonie d'ouverture des Jeux 2015, les athlètes mahorais ont défilé derrière le drapeau de la France lors de la cérémonie d'ouverture, sous le nom de France Océan Indien. Cette décision a été le point de départ d'une catastrophe. Elle a obligé la délégation des Comores à partir. Puis Madagascar a failli également se retirer. Enfin, l'organisation des prochains Jeux a été refusée aux Comoriens, ce qui ne manque pas d'être ressenti comme une mesure de représailles.

Lors de ce coup de force, les représentants du gouvernement n'eurent de cesse de justifier le viol de la Charte des Jeux. Ils étaient soutenus par une partie de la classe politique réunionnaise qui chantait la Marseillaise quand des Mahorais

montaient sur le podium. Un an plus tard, les Jeux des jeunes se tiennent à Madagascar. Ils ont commencé samedi. Conformément au règlement des Jeux, la délégation mahoraise ne défilait pas derrière le drapeau de la France. En effet, les organisateurs malgaches ont décidé d'appliquer le règlement. Cette décision n'a suscité aucune protestation de Paris. Quant aux responsables politiques réunionnais qui avaient pris position contre la Charte des Jeux, ils sont silencieux. Les seuls mécontents à s'exprimer officiellement sont des élus mahorais.

À la différence de la France, Madagascar a choisi de ne pas politiser une manifestation sportive. Cela permettra au sport de reprendre ses droits.

Lors des Jeux des îles 2015 à La Réunion, il était possible de ne pas gâcher la fête de la jeunesse de notre région. C'est que vient de démontrer Madagascar.

M.M.

Nouveau drame à Mogadiscio

9 morts et 15 blessés dans un attentat suicide en Somalie

Neuf personnes ont été tuées dimanche matin et au moins 15 autres blessées dans un attentat suicide qui a visé un QG de la police à Mogadiscio.

La plupart des victimes sont des civils qui passaient devant le QG de la police, alors que quatre membres

du mouvement rebelle, les Shebab, auteurs de l'attaque ont aussi trouvé la mort dans l'attentat, a précisé une source proche de la police.

Des radios locales ont indiqué que le ministre de la Sécurité intérieure, le chef de la police somalienne et plusieurs autres responsables se

sont rendus sur les lieux de attaque afin de prendre connaissance des pertes consécutives à l'attentat.

La police avait repoussé les quatre assaillants dont deux ont perpétré l'attentat suicide et les deux autres ont été éliminés par la police, signale-t-on.

Allah Mahabba - Dieu est amour : un message fraternel chrétien et musulman



Deux tragédies où s'unissent dans la mort, un prêtre chrétien, et un jeune homme algérien à vingt ans de distance. La première est un crime barbare, la seconde ouvre l'horizon de la réconciliation et de la fraternité.

Deux hommes unis par une mort barbare : le père Homel et son assassin Kadel. Un prêtre âgé de 86 ans égorgé au moment où il célébrait l'eucharistie, un gamin de 19 ans pris par cette folie meurtrière et mortifère qui caractérise le fanatisme (que je qualifierai de meurtre du Nom du Père)

Vingt ans plus tôt, le 1er août 1996, Mgr Claverie, évêque d'Oran et son ami Mohamed Bouchiki, un jeune musulman, sont tués par une bombe qui explose dans le hall de l'évêché. Attentat jamais élucidé comme tant d'autres crimes politiques en Algérie dont le massacre des moines de Tiberhine. La France de 2016 serait-elle devenue l'Algérie de 1996 ?

Cette fin tragique est un symbole de cette union tant désirée par Mgr Claverie tout au long de son apostolat. De cette aspiration à réaliser une communion fraternelle entre

l'Islam et la foi chrétienne. Ce message est à rappeler et à proclamer à l'heure où le crime vise à semer la haine et la division entre les croyants.

Enfant de Bab el Oued, Pierre Claverie est né en 1938 dans une famille aimée. Il a vécu sa jeunesse dans la « bulle coloniale » telle qu'il l'a qualifiée plus tard. Pris dans les tourmentes de la guerre d'Algérie, les attentats, il a été activiste, il va connaître un revirement radical lors de ses études en France ; il abandonne alors sa formation scientifique et choisit en 1957 de rentrer dans l'ordre des Dominicains il avait été sensible à leur enseignement à Alger lors de sa période scout) et de devenir prêtre. Formé au centre du Saulchoir à Paris à l'époque du concile Vatican II, il revient en Algérie en 1967.

Il réalise alors une extraordinaire parcours, une transcendance meta-noïa. Il s'accomplit en réussissant de « franchir cet abîme qui nous sépare » selon ses propres termes et d'apprendre la langue et la culture arabe, qu'il enseignera même ensuite et de découvrir les textes de

l'Islam. Plus tard il célébrera l'eucharistie avec une étoile ou est brodé en arabe Allah Mahabba, Dieu est amour. Son regard sur la guerre d'Algérie va aussi changer et il aura dans ses étudiantes, les anciennes poseuses de bombe du Milk bar.

Nommé, en 1981 évêque d'Oran à l'âge de quarante et un ans, il traverse la période de violence et de quasi-guerre civile que connaîtra l'Algérie jusqu'à nos jours avec la montée de l'islamisme, du FIS et du GIA, les massacres, les répressions. Au milieu de cette tourmente, l'Eglise catholique est toujours vivante, demeure toujours présente. Il est l'un de ses piliers derrière Mgr Duval.

Le christianisme, en Algérie, est un hôte dans la maison de l'islam a pu répéter Pierre Claverie et c'est au dialogue permanent à la recherche de l'autre et de l'Autre que va se consacrer l'Evêque d'Oran : dialogue ou chacun peut se reconnaître, trouver des convergences et construire une fraternité nouvelle dans le partage et le don. Pour cela il aide à la création de centres culturels où puissent se construire ces rencontres plurielles.

Il porte aussi dans ses homélies, ses lettres et ses déclarations un regard incisif sur la réalité sociale et politique, ce qui, dans le contexte de guerre est un acte de courage permanent. Laissons surtout parler Pierre Claverie sur ce don de soi qui l'a emporté et qui résonne avec notre présent.

Le martyr blanc, c'est dire chaque jour ce don de sa vie goutte à goutte dans un regard, une présence, un sourire, une attention, un service, un travail, dans toutes ces choses qui font qu'un peu de la vie qui nous habite est partagée, donnée, livrée. C'est là que la disponibilité et l'abandon donnent lieu de martyre, d'immolation. Ne pas retenir sa vie

Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime

Jean-François Reverzy

Oté

Zot i koné lo boomerang ? I paré li artourn l'androi ké li sort

Mi koné pa si konm moin zot i suiv in pé a-titré sak i éspas dopi in bonpé d'zané dann bann péi konm l'Irak, La Syrie, La Libye, Lo Mali épi d'ot péi ankor. Mi koné pa si dopi, o-moins 1967 zot i suiv la késtyonn la Palestine. Mi koné pa non pli si zot la suiv sak i apèl la késtyon bann kurd. Touléka, mi pé dir azot sa in bann problèm mi suiv an fézan atansyon. Pars pou moin si na in guèr mondyal lé riskab pété èl va komans dann bann péi-la, sinonsa par raport in problèm v'ariv dann bann péi-la.

Mi pé pa dir azot ké mi konpran bien sak i ariv dann bann péi-la dépi in bon pé d'tan. Mèm, mi pé dir azot nana dé foi, konm toulmoun, mi konpran pa granshoz dann sak i éspas. Mi domann amoin si bann guèr-la sé in bann guèr la rolizyon konm dann tan avèk bann kroizad, osinonsa la guèr rant protèstan épi katolik. Mi domann amoin si sé in bann guèr la sivilizasyon konm l'arivé souvan dé foi. Si sé bann guèr idéilozik konm rant kominis épi kapitalis. Dé foi mi domann amoin si sé pa solman bann guèr ékonomik. Sansa si sé in bann z'aksyon absird : ou i shèrch lo motif épi ou i trouv pa.

Spandan mi romark kan bann péi oksidantal I anvoy z'ot l'armé pou fé la guèr dann bann péi-la, sak i rès kan zot i sèy partir sé in gran dézord, kaziman in kao : kao dann l'Irak, kao dann l'afghanistan, kao dan la ! Syrié, la libye, lo Mali épi dann d'ot péi ankor konm La somalie é la pa fini. Pli pir bann péi l'erop, bann pti shienn gard l'amérik apré avoir mète dézord dann bann péi, astèr i rosos l'éfé rotour : é sé bann moun inosan k'i ramas bann bonb, bann mitrayète, bann kou d'kouto konm in boomerang k'i artourn l'androi li sort.

Justin

« Lo shien nana kat pat, la pa pou sa, li pran dé shomin an mèm tan ! » - In kozman po la rout

Ala in drol de kozman ! Moin lé a d'mandé koman i fé pou konprann ali. Pars in kékshoz konmsa lé évidan, si tèlman ké li arsanm in blag. Solman, sanm pou moin I doi an avoir in sans partikilyé. Dizon in boug na dé loto, la pa pou sa ké li sar roul dan lé dé an mèm tan. Pou li fé konmsa i fo li tourn dann sirk konm akrobat ! Mé sa i doi an avoir in valèr pou la vi an sosyété : konm in konsèy pou dir aou la pa bézoin plis moyin si avèk sak ou nana ou i gingn fé sak ou néna pou fé. Pars sépa si zot la romarké, mé la pa pars ou i goumant out moyin ké ou i goumant out kapasité : momandoné out kapasité i goumant pi. In konsèy pou alé a l'ékonomi. Mi sava pa pli loin ké sa, mi lèss azot kass zot tête la-dsi. Alé ! Ni artouv pli d'van.